ESR
Fondation pour la recherche économique et sociale
IDRC · CRDI
Canada

Note d'orientation 2025

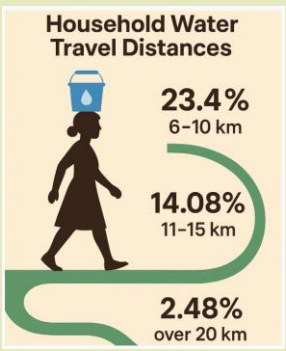
Eau, travail et temps des femmes : Accès à l'eau sensible au genre et réduction du travail domestique dans le district de Kishapu

*Auteurs : **Makene F.S., Mhando L. Kazi, V., Rweyemamu M., Myamba F., et Kasaizi A.***

Policy Brief

Sommaire

L'accès à l'eau reste un véritable enjeu de développement et pour l'égalité des sexes dans les zones rurales de Tanzanie. Dans le district de Kishapu, les défis liés aux longues distances vers les sources d'eau, au manque d'infrastructures et aux structures décisionnelles dominées par les hommes touchent les femmes et les filles de manière disproportionnée. Ces contraintes contribuent au manque de temps, aux risques sanitaires et à l'exclusion sociale, en particulier pour les ménages dirigés par des femmes et les communautés à faibles revenus. La présente note d'orientation présente des preuves du caractère sexospécifique du fardeau de la collecte de l'eau et plaide pour une action coordonnée afin d'améliorer l'accès à l'eau et réduire les inégalités entre les sexes. Elle comporte des mesures politiques intégrées, de l'investissement dans les infrastructures à la gouvernance inclusive en matière de genre, et des stratégies de changement comportemental aux financements favorables aux pauvres dans le domaine de l'eau, afin d'améliorer l'accès à l'eau tout en réduisant le travail de soins non rémunéré et en favorisant une participation équitable à la gouvernance de l'eau.



1. Introduction

L'accès à de l'eau propre et sûre est un droit humain fondamental et un pilier du développement durable. En Tanzanie, la Politique nationale de l'eau (de 2002, révisée en 2025) accorde la priorité à une répartition équitable de l'eau et vise une distance maximale de 400 mètres du foyer à une source d'eau (Ministère de l'Eau, 2025). Cependant, cet objectif est loin d'être atteint dans de nombreuses zones rurales, y compris dans le district de Kishapu, en raison d'infrastructures insuffisantes et de sources d'eau limitées et inaccessibles. La rareté de l'eau sape la santé publique et la productivité économique. Elle a également de profondes implications sexospécifiques, contribuant de manière significative au travail de soins non rémunéré en raison du fardeau disproportionné des tâches domestiques, telles que la collecte de l'eau, qui incombe le plus souvent aux femmes et aux filles (ONU Femmes, 2021). À travers l'Afrique subsaharienne, les disparités entre les sexes dans l'accès à l'eau contribuent à des inégalités socioéconomiques plus larges. Les femmes et les filles sont souvent chargées de la collecte de l'eau, ce qui limite généralement leur participation à l'éducation, au travail rémunéré et à la vie publique. Cela contribue au manque de temps et renforce l'exclusion systémique des femmes (CARE, 2023). En Tanzanie, la Politique nationale de l'eau et les cadres associés reconnaissent la nécessité d'une approche sensible au genre. Pourtant, des barrières structurelles et culturelles persistent et limitent la voix des femmes tant dans la prise de décision à la maison que dans la gouvernance de l'eau (URT, 2025). La présente note d'orientation détaille les résultats d'une étude préliminaire de 2025 dans le district de Kishapu et formule des recommandations politiques sexotransformatrices pour lutter contre ces inégalités persistantes.

2. Énoncé du problème

Dans le district de Kishapu, l'accès à une eau salubre et potable reste un défi en matière de développement et d'égalité entre les sexes. Des barrières structurelles et culturelles persistent malgré la présence de politiques nationales et d'engagements internationaux pour améliorer l'accès à l'eau et promouvoir l'égalité des sexes. Cette situation lègue aux femmes et aux filles une part disproportionnée du fardeau hydrique et limite leurs possibilités de participer à la gouvernance. Elles doivent parcourir de longues distances vers les sources d'eau, elles ont un pouvoir de décision limité et elles supportent souvent le coût financier élevé de l'achat d'eau.

Ces fardeaux restreignent leur participation économique, aggravent leur vulnérabilité à la pauvreté et aux problèmes de santé, et renforcent l'inégalité systémique entre les sexes. De plus, les infrastructures hydrauliques existantes sont insuffisantes et réparties de manière inégale, en particulier dans les villages marginalisés. Les systèmes formels de gouvernance de l'eau manquent souvent de mécanismes pour intégrer l'expérience et les connaissances inestimables des femmes et des communautés, les excluant ainsi de l'élaboration de solutions aux défis mêmes auxquels elles sont confrontées.

3. Méthodologie

La recherche a adopté un plan transversal et mixte, combinant des approches quantitatives et qualitatives pour obtenir une compréhension globale du travail de soins non rémunérés dans le district de Kishapu. Au total, 483 ménages ont été sondés dans 10 villages sélectionnés délibérément : Inolelo, Kiloleli, Lunguya, Miyuguyu, Muguda, Mwalata, Sanjo, Bulekela, Mwamala A, et Kijongo. Le processus de sélection de l'échantillon a été guidé par le cadre d'un essai contrôlé randomisé (ECR), qui sert de base pour évaluer l'impact des interventions prévues. Cette stratégie d'échantillonnage rigoureuse garantit que l'étude soutiendra des preuves crédibles et mesurables des changements au fil du temps.

Des données quantitatives ont été collectées au niveau des ménages à l'aide de questionnaires structurés administrés par des enquêteurs formés. En même temps, des analyses qualitatives ont été recueillies à travers 20 discussions de groupes, avec la participation de femmes, d'hommes, d'adolescentes et d'adolescents pour examiner différents points de vue sur la répartition et l'impact du travail de soins non rémunéré.

De plus, 68 entretiens ont été menés avec un large éventail d'informateurs clés, y compris des responsables locaux, des anciens, des enseignants, des professionnels de santé et d'autres influenceurs communautaires, afin d'apporter une compréhension contextuelle et de valider les résultats émergents.

4. Principales conclusions

- ***La collecte d'eau est fortement genrée :*** L'étude confirme que la collecte d'eau reste un fardeau majoritairement féminin. Les mères entreprennent près de 40 % de toutes les activités de collecte d'eau. Les fils contribuent significativement à 28,16 %, suivis des filles à 17,39 %, et des pères à 11,80 %. Dans des villages comme Beledi Burekera, Miyuguyu et Mwalata, les fils collectent plus d'eau que les filles, ce qui suppose une occasion émergente de promouvoir des rôles plus équitables dans le travail de soins entre les sexes.
- ***L'accès aux sources d'eau reste un défi majeur :*** La distance et le temps sont de véritables préoccupations, en particulier pendant la saison sèche. Une part importante des ménages doit parcourir de longues distances : 14,08 % marchent entre 11 et 15 kilomètres, 23,4 % parcourent 6 à 10 kilomètres, et une part préoccupante de 2,48 % recueillent de l'eau à plus de 20 kilomètres de chez eux. Bien que la saison des pluies offre un certain soulagement, avec 37,59 % des ménages accédant à l'eau dans un rayon d'un kilomètre, la majorité ne parvient toujours pas à atteindre le seuil des 400 mètres souhaités dans la Politique nationale de l'eau, un déficit qui se fait fortement sentir pendant les mois les plus secs.
- ***Pouvoir de décision limité :*** Bien qu'elles portent la responsabilité principale de la collecte de l'eau, les femmes exercent une influence limitée dans les décisions concernant l'accès et les dépenses d'eau des ménages, qui sont majoritairement contrôlées par les hommes. L'implication des femmes dans les structures formelles de gouvernance de l'eau reste limitée. Cependant, des environnements informels comme les points d'eau servent de centres cruciaux pour la résolution de problèmes. Près de 83,9 % des femmes participent à des discussions sur la collecte des eaux de pluie, la construction de puits et le transport à vélo. Cela met en lumière un potentiel d'innovation communautaire et de gouvernance plus participative si les contributions informelles des femmes sont formellement reconnues et intégrées.

- ***Types de sources d'eau et coûts :*** Pendant la saison sèche, les ménages dépendent de sources d'eau peu fiables comme les rivières (59,42 %), les puits à ciel ouvert (13,46 %) et les sources (6,83 %). Malgré son potentiel, la collecte des eaux de pluie est gravement sous-utilisée (0,6 %) en raison d'un manque de capacité de stockage. Acheter de l'eau auprès de vendeurs à 500 ou 1000 shillings par seau de 20 litres est une alternative pour les familles à faibles revenus. Collecter l'eau des rivières, la source privilégiée, représente un fardeau important, car elles sont souvent situées loin des habitations.
- ***Problèmes de santé et de manque temps :*** L'accès insuffisant à l'eau pèse de manière disproportionnée sur les femmes, causant une pression physique et limitant leur temps de repos, de soins personnels, d'éducation et d'activités économiques. Cela perpétue un cycle d'inégalités entre les sexes et le manque de temps. Les ménages dirigés par des femmes et les familles avec de jeunes enfants sont les plus touchés.

5. Recommandations politiques

5.1 Tenir compte du genre dans l'expansion des infrastructures

Il est nécessaire d'étendre la collecte des eaux de pluie tant au niveau des ménages que des communautés, en se concentrant sur les zones présentant une pluviométrie appropriée. Le développement des infrastructures — forages, extensions d'eau du robinet, réseaux de canalisations, etc. — est crucial pour les villages défavorisés comme Inolelo, Kiloleli, Lunguya, Miyuguyu, Muguda et Mwalata. De telles interventions devraient être soutenues par des politiques garantissant que chaque village dispose de sources d'eau suffisantes en toutes saisons, et devraient être précédées d'une évaluation des besoins à l'échelle du district afin d'assurer une allocation efficace des ressources.

5.2 Promouvoir une gouvernance inclusive de l'eau

Des réformes institutionnelles sont nécessaires pour garantir une représentation équitable des femmes dans les comités communautaires de l'eau et leur participation à la prise de décisions. Au-delà de la simple représentation, les programmes de renforcement des capacités sont essentiels pour transformer les normes sexospécifiques et autonomiser les femmes dans la gouvernance de l'eau, une approche défendue par Gender and Water Alliance.[1]

5.3 Résoudre le problème de manque de temps en partageant les responsabilités

Des programmes favorisant la participation des hommes à la collecte d'eau devraient être développés en s'inspirant de modèles d'engagement communautaire, tels que le modèle Bandebereho adapté du Rwanda.[2] Les politiques et stratégies connexes, y compris la Politique d'égalité des sexes (URT, 2023) et la Politique de l'eau de 2002, mises à jour en 2025 (URT, 2025), devraient servir à promouvoir des campagnes de sensibilisation publique qui remettent en cause les stéréotypes sexistes nuisibles et encouragent la responsabilité conjointe des hommes et des femmes en matière de collecte d'eau et de travail des soins.

5.4 Garantir un accès abordable et subventionné à l'eau pour les groupes vulnérables

Pour garantir un accès abordable, des points d'eau publics et des mécanismes de tarification de l'eau favorables aux pauvres devraient être introduits. En soutien à la Politique nationale de l'eau de la Tanzanie (de 2002, mise à jour en 2025), les ménages vulnérables devraient recevoir un soutien matériel, y compris des subventions pour acquérir des réservoirs de stockage d'eau et les infrastructures de plomberie de base. Ces efforts peuvent être financés par des allocations des gouvernements locaux et des partenariats public-privé.

5.5 Institutionnaliser les voix des femmes dans des espaces informels

Pour renforcer la responsabilité et garantir que la voix des femmes compte dans la gestion de l'eau, leur engagement social aux points d'eau devrait être officialisé par des sessions de dialogue structurées et des outils de planification participative. De plus, l'emploi de moyens de rétroaction — plateformes mobiles de signalement, boîtes à suggestions, etc. — renforcera la responsabilité des communautés et des autorités locales de l'eau, dans le but d'exécuter la Politique nationale de 2023 en matière d'égalité des sexes.

1 La Gender and Water Alliance (GWA) a été créée en mars 2000 lors du deuxième Forum mondial de l'eau (WWF). https://genderandwater.org/en/region/asia-and-pacific/eastern-africa.html

2 Ce modèle a été initialement développé en 1997 par l'organisation brésilienne Instituto Promundo sous le nom MenCare+. Il a ensuite été adapté en 2013 par l'organisation RWAMREC au Rwanda, où il a été renommé Bandebereho pour refléter un contexte linguistique et culturel localement pertinent. https://www.rwamrec.org/

Les ONG locales et les organismes de développement communautaire sont bien placés pour encadrer ces initiatives.

6. Conclusion

Améliorer l'accès à l'eau dans le district de Kishapu exige une approche sexotransformatrice qui donne la priorité aux besoins, aux expériences et aux voix des femmes. En plaçant ces éléments au centre, cette approche peut réduire le travail de soins non rémunéré, atténuer le manque de temps et favoriser une gouvernance inclusive de l'eau qui profite à tous.

Grâce à une action coordonnée du gouvernement, de la société civile et des communautés, Kishapu peut démontrer comment la gestion de l'eau sensible au genre améliore la santé, favorise l'équité et renforce la résilience économique dans les zones rurales de Tanzanie, soutenant ainsi les politiques nationales et les objectifs de développement durable (ODD) 5 et 6.

7. Références

CARE. (2023). *Care work and women's empowerment in the low-carbon transition in West Africa*. CARE International.

ONU Femmes. (2021). *Progress on the Sustainable Development Goals: The Gender Snapshot 2021*. https://tinyurl.com/bdzycxsr

République-Unie de Tanzanie. (2023). *Gender Policy and Guidelines*.

Ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie, Moshi Cooperative University (MoCU), Tanzanie. http://bit.ly/4n5NvBe

République-Unie de Tanzanie. (2025). *National Water Policy 2002 – version 2025*. Ministère de l'Eau, Tanzanie. http://bit.ly/4prqNVY

OMS et UNICEF. (2023). *Progress on household drinking water, sanitation, and hygiene 2000–2022: Special focus on gender*. https://tinyurl.com/3mym45

La présente note résume les principales conclusions et les recommandations politiques du projet ***Scaling Care Innovations in Africa (subvention nº 110365 de l'IDRC)****, réalisé en 2025. Le projet est mis en œuvre par un consortium composé de l'ESRF, du WSP et du REDESO. Il est financé par le Centre canadien de recherches pour le développement international (IDRC).*

WSP
Women and Social Protection

REDESO

Fondation pour la recherche économique et sociale (ESRF)
51 Uporoto Street, près de Ali Hassan Mwinyi Road
BP 31226, Dar es Salaam, Tanzanie
Tél. : (255-22) 2926084-9 • Fax : (255-22) 2926083
Email : esrf@esrf.or.tz